

Recherches sociographiques



Jacques GODBOUT, *La participation contre la démocratie*

Vincent Lemieux

Volume 25, numéro 2, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056097ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056097ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lemieux, V. (1984). Compte rendu de [Jacques GODBOUT, *La participation contre la démocratie*]. *Recherches sociographiques*, 25(2), 302–303.
<https://doi.org/10.7202/056097ar>

du livre. Il aurait été possible ainsi de tester, par des opérations quantitatives, la justesse du modèle structural en montrant comment il peut rendre compte de comportements mesurables. Une ébauche de mise en relation des affirmations et de l'agir des informateurs est bien amorcée sous l'angle du chiffre au début, mais notre sociologue passe trop rapidement à ses exégèses qualitatives pour que cela ne débouche sur une preuve scientifique.

Reste, malgré tout, la portée du modèle structural de Moreux qui éclaire violemment des phénomènes que nous connaissons tous au Québec. Je pense notamment à l'extrême versatilité des opinions, politiques ou autres, des Canadiens français et dont l'évolution électorale des vingt-cinq dernières années offre l'étonnante illustration. Cela me semble bien révéler, comme le déduit l'auteur, la faiblesse des convictions idéologiques individuelles propres à cette collectivité. Je pense aussi à la modestie des initiatives économiques privées de ce groupe. Ne ressortirait-elle pas effectivement à un dispositif plus ou moins conscient qui l'amène à réprimer celui qui menace d'en perturber l'équilibre par son dynamisme exceptionnel ?

Un livre à lire et méditer.

Daniel FOURNIER

*Institut québécois de recherche
sur la culture.*

Jacques GODBOUT, *La participation contre la démocratie*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1983, 190p.

Jacques Godbout est un sociologue d'une espèce assez rare, également habile dans la recherche empirique, dans la conceptualisation théorique et dans la polémique. Il est de plus capable de revenir de façon critique sur ses travaux et expériences antérieurs. Son écriture est compréhensible et il ne craint pas d'insister plus d'une fois sur ce qu'il veut démontrer. Il a appliqué tous ces talents à l'étude de la participation et de la démocratie. Cela donne un livre fascinant comme il y en a peu dans la littérature sociologique.

Le titre de l'ouvrage peut prêter à équivoque. Il s'agit d'une certaine participation, celle qui est organisée par les experts, contre une certaine démocratie, la démocratie représentative. La thèse de l'auteur est que les experts provoquent la participation des usagers pour ensuite s'appuyer sur elle, contre les représentants élus. Ils se fichent bien du processus démocratique. Ou plutôt, ils cherchent à restreindre l'utilisation de la démocratie à ceux qui sont les plus mobilisés ou les plus compétents.

Un premier chapitre porte sur la participation et propose un ensemble limité de concepts qui seront utilisés dans la suite de l'ouvrage. Les quatre chapitres suivants sont de nature monographique. Les expériences de participation au Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (B.A.E.Q.), dans des quartiers défavorisés, dans des centres locaux de services communautaires (C.L.S.C.), chez les maires et dans une centrale syndicale (la C.S.N.) y sont rapportées et interprétées. Dans toutes ces expériences, Jacques Godbout retrouve le problème qui le préoccupe, celui de la participation organisée par des professionnels qui la donnent en prétexte pour éviter de se plier au jeu de la démocratie représentative.

Toutes ces expériences vécues, étudiées et commentées par l'auteur l'amènent à remettre en question les interprétations simplistes, en particulier marxistes, des organisations non capitalistes. Il fait appel pour cela à une nouvelle théorie des organisations, dont il nous donne l'esquisse tout en disant que son ouvrage n'est pas le lieu requis pour l'élaborer. L'opposition principale dans les organisations non capitalistes ne se jouerait pas entre les producteurs et les propriétaires des

moyens de production, mais entre les utilisateurs du produit et ceux qui le produisent, autrement dit, entre les consommateurs et les producteurs de services.

La théorie reste en effet à construire, et il faudra sans doute pour cela se débarrasser des catégories anciennes de producteur et de consommateur, d'organisations capitalistes et non capitalistes, etc. Les théories actuelles des organisations nous aident peu à cerner les problèmes spécifiques aux organismes qui sont dirigés officiellement par des représentants élus. Ces théories sont surtout fondées sur l'étude des entreprises et des administrations. Les relations entre les professionnels et les dirigeants ne s'y jouent pas de la même façon que dans les organisations syndicales ou populaires, dirigées par des représentants élus.

Il y a dans le livre de Jacques Godbout et dans les recherches dont il fait état les matériaux empiriques nécessaires à la construction de cette théorie. Elle sera sans doute une théorie du pouvoir dans les organisations populaires et syndicales, et pourquoi pas dans un peu toutes les organisations, comme conséquence et antécédent à la fois du pouvoir dans la société globale. Espérons que l'auteur, avec d'autres, contribuera à cette construction.

Redisons en terminant le caractère exemplaire de ce livre. C'est sans doute l'un des meilleurs qu'on puisse recommander à qui veut s'instruire sur le métier de sociologue.

Vincent LEMIEUX

*Département de science politique,
Université Laval.*

G.-Raymond LALIBERTÉ, *Une société secrète: l'Ordre de Jacques-Cartier*, Montréal, Hurtubise HMH, 1983, 396p.

Personne n'avait pu jusqu'à maintenant analyser de façon objective et détaillée les structures et l'influence de l'Ordre de Jacques-Cartier, « la Patente », cette société secrète dont les activités s'échelonnent sur trente-sept ans d'histoire du Canada français, d'octobre 1926 à février 1965. Raymond Laliberté, à partir d'une documentation considérable mais incomplète, s'attaque à cette tâche dans un ouvrage difficile à lire, où l'on passe peu à peu d'une histoire événementielle mal dominée à l'élaboration d'un modèle abstrait d'analyse où les rencontres entre Gramsci, Léon Dion, Poulantzas et Gérard Bergeron ne sont pas toujours éclairantes.

Si la documentation de l'auteur demeure incomplète, c'est parce qu'une bonne partie des archives de l'Ordre, en particulier tout ce qui concerne ses activités à l'extérieur du Québec, lui est restée inaccessible, mais aussi parce que la plupart de ses informateurs semblent avoir montré une certaine réticence face à une recherche ravivant un aspect refoulé de leur passé. Voilà sans doute pourquoi Laliberté cite assez peu ses vingt-trois entrevues, dont une analyse qualitative plus poussée aurait donné plus de vie à la description d'un mouvement dont la dimension symbolique essentielle est mal rendue par l'analyse de contenu de procès-verbaux ou de bulletins d'information et de propagande.

On ne peut reprocher à cet ouvrage l'absence d'une reconstitution synthétique de l'histoire du Canada français de 1926 à 1965 : ce n'était pas son but. Peut-être Laliberté aurait-il dû cependant structurer son travail en fonction des périodes les plus significatives de la vie de l'Ordre, au lieu de l'analyser comme un mouvement global dont on découvre tour à tour l'organisation puis les activités dans les domaines éthique, culturel, économique et politique. La rédaction aurait peut-être alors été plus vivante et moins répétitive, sûrement plus ramassée et plus explicative. Même si les tableaux qui jalonnent la partie essentielle de l'ouvrage — la deuxième, qui porte sur l'action sociale